

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 janvier 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 27 janvier 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration concernant le débat public que le Conseil de sécurité a tenu le 26 janvier 2023 sur le thème « Investir dans les personnes pour renforcer la résilience face à des problèmes complexes », au titre de la question intitulée « Consolidation et pérennisation de la paix » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe, une déclaration présentée au nom de l'Union européenne et de ses États membres, comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente
(*Signé*) Vanessa Frazier



Annexe à la lettre datée du 27 janvier 2023 adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration présentée au nom de l'Union européenne et de ses États membres par Olof Skoog, Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, lors du débat public du Conseil de sécurité sur la question intitulée « Consolidation et pérennisation de la paix : investir dans les personnes pour renforcer la résilience face à des problèmes complexes »

New York
26 janvier 2023

Au nom de l'Union européenne et de ses États membres, j'ai l'honneur de faire la présente déclaration, à laquelle s'associent la Macédoine du Nord¹, le Monténégro¹, la Serbie¹, l'Albanie¹, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine¹, pays candidats, ainsi que la Géorgie, candidat potentiel, et Andorre.

Nous tenons à remercier la présidence japonaise d'avoir organisé ce débat public sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Le sujet est particulièrement pertinent à la lumière du « Nouvel Agenda pour la paix » que le Secrétaire général a proposé et que nous soutenons fermement. Alors que les conflits mondiaux se multiplient et qu'un quart de la population mondiale vit dans des zones touchées par des conflits, il est temps de placer la prévention des conflits et la consolidation de la paix au cœur de nos priorités.

Premièrement, le Conseil de sécurité, qui a pour responsabilité principale le maintien de la paix et de la sécurité internationales, doit satisfaire aux normes de conduite les plus élevées, en faisant respecter le droit international, notamment le droit international des droits humains et le droit humanitaire. Pour les membres permanents, cela implique de ne pas recourir au droit de veto lorsque des atrocités criminelles risquent d'être commises, et de ne pas faire un usage impropre du droit de veto lorsqu'ils sont parties à un conflit. Il serait à cet égard bienvenu de donner suite à l'initiative de la France et du Mexique en suspendant l'usage du veto en cas d'atrocités criminelles.

Nous accueillons avec satisfaction la résolution [76/262](#), adoptée le 26 avril 2022, par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a établi un « mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité » et qui pourrait bien avoir des effets à long terme sur les relations qu'entretiennent l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit adopter, dans toutes ses activités, une optique de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Pour ce faire, le Conseil doit soutenir le Secrétaire général et les représentantes et représentants spéciaux, les médiatrices et médiateurs et les envoyé(e)s qui agissent en son nom pour promouvoir la paix sur le terrain. Pour qu'ils puissent mener à bien les tâches, souvent délicates et complexes, qui leur incombent, ceux-ci doivent pouvoir compter sur un appui unanime de la part du Conseil de sécurité.

¹ La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine continuent de faire partie du Processus de stabilisation et d'association.

Il est également essentiel de renforcer les liens entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité, afin de tirer pleinement parti du rôle unique de conseil et de relais joué par celle-ci. La Commission est particulièrement bien placée pour promouvoir des analyses communes parmi les missions intégrées des Nations Unies, dont le nombre ne cesse de croître, et pour guider la transition des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales. Il est essentiel que cette pratique se développe et qu'elle s'appuie systématiquement sur les travaux des spécialistes de la transition, des conseillères et conseillers en matière de paix et de développement et d'environnement, ainsi que des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

Il serait également bienvenu que des dialogues interactifs informels avec des experts soient organisés avant des séances ou des missions pour lesquelles le Conseil pourrait avoir besoin de connaître l'avis de la Commission. Ces échanges pourraient également servir à l'élaboration d'orientations visant à aider la Commission à établir des conclusions écrites qui seront examinées par le Conseil.

Le Conseil de sécurité dispose également de divers autres moyens de mieux faire face lorsque des menaces et des multiplicateurs de risques se font jour. Le mécanisme de sécurité climatique, qui réunit l'expertise du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix en matière de prévention des conflits et d'alerte rapide et celle du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, en est un bon exemple. Le groupe informel d'experts d'États Membres du Conseil de sécurité qui a été chargé des questions relatives au climat et à la sécurité est également un exemple important de moyens dont le Conseil dispose pour agir face à l'apparition de menaces et de multiplicateurs de risques, comme les changements climatiques.

Troisièmement, comme le souligne la note de cadrage de ce débat, le système des Nations Unies tout entier doit adopter une approche holistique et investir dans les personnes et les institutions résilientes qui sont plus à même de résister dans un contexte de conflit et de permettre l'instauration d'une paix durable. Le Fonds pour la consolidation de la paix joue un rôle crucial à l'appui d'une action coordonnée dans le cadre de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. L'Union européenne et ses États membres contribuent à plus de 60 % du financement du Fonds ; cependant, il est clair que le manque à financer en matière de consolidation de la paix reste considérable. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption, en septembre dernier, de la résolution de l'Assemblée générale sur le financement des activités de consolidation de la paix, qui a été facilitée par le Kenya et la Suède. Nous nous réjouissons que la Cinquième Commission continue d'examiner les contributions destinées à financer le Fonds.

Il y a quelques semaines, le Secrétaire général a indiqué que 11 000 écoles étaient toujours fermées au Sahel en raison des violences dont elles étaient le théâtre et que 40 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés dans la région. En Afghanistan, où la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed s'est rendue en début de semaine, les filles n'ont pas le droit de faire des études secondaires ou universitaires. L'éducation est un droit humain fondamental et le fondement de sociétés résilientes, pacifiques et durables. Nous avons placé l'éducation au cœur même du relèvement au sortir de la pandémie, en doublant presque nos dépenses mondiales en matière d'éducation, pour les porter à plus de 6 milliards pour la période 2021-2027.

En outre, nous savons qu'un État qui favorise l'égalité des genres tend à être plus pacifique et plus inclusif. Pour renforcer la résilience et l'efficacité des institutions, il faut donc supprimer tous les obstacles à l'égalité des genres et à

l'avancement des femmes. Cela suppose d'investir dans les femmes et les filles et de garantir leur participation pleine et véritable, sur un pied d'égalité, à tous les aspects de la société. Dans les situations de conflit, cela nécessite également de veiller à ce que les femmes participent pleinement et véritablement, sur un pied d'égalité, aux processus et aux opérations de paix, de sécurisation et de consolidation de la paix. De même, il est important de promouvoir la participation concrète des jeunes à toutes les activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Enfin, l'Union européenne veut saisir l'occasion qu'offre le Nouvel Agenda pour la paix, tout en restant concentrée sur les objectifs ambitieux que nous avons déjà définis collectivement dans le Programme 2030. Un nouvel agenda pour la paix est une occasion bienvenue de redynamiser l'engagement de longue date des Nations Unies en faveur d'une prévention des conflits coordonnée, durable et opportune.

Il est également essentiel de placer au cœur du Nouvel Agenda pour la paix l'universalité et l'indivisibilité des droits humains, un ordre international fondé sur la Charte des Nations Unies, et la valeur du multilatéralisme, qui est un moyen efficace et durable de résoudre les problèmes qui se posent sur le plan de la paix et de la sécurité mondiales.

Je peux vous assurer que l'Union européenne continuera de contribuer à la prévention des conflits ainsi qu'à la consolidation et à la pérennisation de la paix. Nous continuerons d'œuvrer au renforcement de ces aspects des activités menées par le Conseil de sécurité et, plus largement, par le système des Nations Unies.
